

À l'attention de la direction de l'information et du responsable des affectations  
Communiqué de presse — Pour diffusion immédiate



## **Montréal-Nord : Solution politique plutôt que répression policière**

Montréal, le 19 juin 2009. Les événements survenus le 16 juin dernier au parc Carignan de Montréal-Nord rappellent que les tensions sont toujours aussi vives entre les jeunes du quartier et les forces policières. Encore une fois et alors qu'il y a urgence d'agir, les responsables politiques en font seulement une question de sécurité publique et ne démontrent aucune volonté de se pencher sur les causes profondes de ces tensions.

Les seules réponses sont venues du ministre de la Sécurité publique qui s'est limité à jeter le blâme sur des provocateurs anonymes et à louer les policiers qui sont intervenus ce soir-là. Quant au commandant du poste de quartier, Roger Bélair, il qualifie l'événement d'impromptu « comme il en arrive un peu partout dans les autres quartiers » estimant qu'« on ne peut pas faire le lien avec l'enquête publique », faisant ainsi référence à l'enquête Sansfaçon interrompue sine die depuis mai.

Or, les problèmes socioéconomiques et l'exclusion sociale que vit au quotidien une bonne partie de la communauté de Montréal-Nord ne relèvent pas de la compétence du ministre de la Sécurité publique. Quant aux interventions policières, elles font partie du problème et ne le régleront pas.

La mise en place, à l'initiative notamment du maire de l'arrondissement et du commandant Bélair, d'une vigie pour « détecter les signes avant-coureurs de tensions et les désamorcer » n'est guère plus rassurante. On peut craindre que cette vigie systématise un climat de délation, et que cela augmente les tensions. En effet, que fera la vigie lorsqu'elle remarquera un signe de tension sinon appeler la police? Cette voie risque de mener à un renforcement des mécanismes de répression des mouvements d'insatisfaction des jeunes plutôt qu'à une intervention s'attaquant aux sources des problèmes. Le maire a, en ce sens, fait l'annonce d'un plan de déploiement des policiers « afin d'assurer la sécurité des citoyens et la protection des commerces ».

C'est le gouvernement québécois, et primordialement le premier ministre, qui sont à nouveau interpellés. Il peuvent prendre des mesures pour calmer le jeu. Qu'attendent-ils pour mettre en place un processus en mesure de faire le point sur l'ensemble des éléments qui alimentent les tensions? Quand identifieront-ils des mesures gouvernementales efficaces pour résoudre à la fois les problèmes socioéconomiques vécus dans des quartiers tels que Montréal-Nord et les mauvaises relations entre les jeunes de ces quartiers et les forces policières?

L'idée d'une commission d'enquête n'a toujours pas reçu de réponse formelle de la part du premier ministre. Il ne peut plus attendre les résultats de l'enquête Sansfaçon, dont le mandat n'a toujours pas été clarifié en ce qui concerne la considération du contexte du quartier et des

événements d'août 2008. La situation d'insécurité qui prévaut à Montréal-Nord et les risques de dérapages majeurs qui s'annoncent l'obligent à réagir d'urgence.

Renseignements : Thomas Chiasson-Le Bel, responsable aux communications : 514-715-7727 ou 514-849-7717 pt 424.